

**ARRÊTÉ DU MAIRE  
N° 2024\_PM\_11015 T**

**Nettoyage d'un point rail / route SNCF – Faubourg Saint-Eutrope  
Règlementation de la circulation et du stationnement**

**La Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par l'entreprise ETCHART GÉNIE CIVIL ET MARITIME, dont le siège social se situe 21 rue Galilée, 17440 Aytré, en date du 23 septembre 2024,

**Considérant** qu'il est nécessaire de régler la circulation et le stationnement Faubourg Saint-Eutrope afin de permettre le nettoyage d'un point rail / route SNCF en toute sécurité au droit du n° 149 de ladite voie,

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

**ARRÊTE**

**Article 1 :** L'entreprise ETCHART GÉNIE CIVIL ET MARITIME est autorisée à effectuer le nettoyage d'un point rail / route SNCF au droit du n° 149 du Faubourg Saint-Eutrope, pendant 10 journées comprises dans la période du **lundi 4 novembre à 8h00 au vendredi 29 novembre 2024 à 18h00**.

**Article 2 :** La circulation est strictement interdite à tout véhicule Faubourg Saint-Eutrope, dans sa partie comprise entre l'entrée/sortie du crématorium et l'angle de la D939E2, pendant 10 journées comprises dans la période du **lundi 4 novembre à 8h00 au vendredi 29 novembre 2024 à 18h00**, à l'exception des véhicules appartenant à l'entreprise ETCHART GÉNIE CIVIL ET MARITIME.

**Article 3 :** L'entreprise ETCHART GÉNIE CIVIL ET MARITIME est autorisée à stationner son véhicule au droit du chantier, pendant toute la durée des travaux.

**Article 4 :** La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le responsable de Service de la Police Municipale.

**Article 5 :** L'entreprise chargée de ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

**Article 6** : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente. Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

**Article 7** : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

**Article 8** : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le responsable de Service de la Police Municipale, la SAUR, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

L'Adjointe au Maire,  
Déléguée à la Sécurité,  
Marylène JAUNEAU

